



/ ARCHIVES PIERRE-ANTOINE FOURNIL

"Le savoir évolue, mais notre axe est-il encore prioritaire?"

Membre de l'équipe "Feux" à l'université de Corse, Jean-Louis Rossi s'exprime avec l'œil du scientifique sur le risque à l'amorce d'une saison jugée exceptionnellement chaude.

Il est l'un de ces physiciens au service de la recherche sur les feux de forêt, une réalité depuis une bonne quinzaine d'années sur le campus cortonais, et du chemin parcouru par ce laboratoire devenu le plus important d'Europe dans ce domaine.

Ses logiciels Dimzal et Fore-Fire sont conçus pour prédire l'évolution d'un feu, améliorer les conditions de travail des moyens opérationnels et des décideurs. Confiant sur l'évolution des travaux, Jean-Louis Rossi s'interroge toutefois sur les moyens de parvenir à un vrai transfert technologique.

"En recherche, la temporalité est plus longue, et la problématique "feu" très complexe"

Quel est votre regard sur cette saison qui s'annonce chaude?

Forcément, en faisant d'abord le lien avec ce climat méditerranéen très particulier qui va au-delà de la seule localisation géographique liée à son appellation, parce



Maître de conférences à l'université de Corse, Jean-Louis Rossi fait partie de ces scientifiques impliqués et concentrés sur la conception d'outils de nature à prévoir l'évolution des feux.

/ PHOTO DOMINIQUE GRANDJEAN - UNIVERSITÉ DE CORSE

qu'il concerne cinq régions du monde. La Californie, la zone centrale du Chili, l'Afrique du Sud et l'Australie du sud-ouest sont dans le même cas. Il est caractérisé par un moindre écart entre hiver et été, un couvert végétal très hétérogène, puis des étés très secs avec une très faible pluviométrie. Voilà la règle générale, mais quand on est confronté à une saison exceptionnelle comme celle que nous vivons, plus sèche que la normale, que la nuit n'offre pas beaucoup d'humidité, que les régimes de vent changent, le risque d'incendie devient un risque majeur.

La Corse est-elle selon vous, armée pour gérer une telle situation?

Les moyens opérationnels sont quand même aguerris. Le travail d'aménagement du territoire en amont est fait, mais quand un feu part vraiment fort et que ça prend beaucoup de puissance, soit on arrive à intervenir au bon moment, soit la lutte devient inefficace. La problématique de la Corse, et de la Méditerranée en général, c'est que les zones d'habitation progressent pour arriver au contact de la forêt ou du maquis. Dès lors, l'urgence est permanente, c'est un énorme problème.

D'où l'intérêt des travaux de recherche de votre équipe, lesquels tendraient à rendre les feux "prévisibles"?

Il faut d'abord considérer, à mon sens, que le savoir empirique des opérationnels n'est pas négligeable, même si, dans la phase de lutte, nous pouvons apporter quelques éclaircissements. Au-delà, le domaine dans lequel nous pourrions vraiment être utiles, c'est au niveau de l'aménagement du territoire. Un savoir scientifique de nature à améliorer tout ce qui, sur le terrain, est déjà entrepris pour maîtriser et contenir la propagation d'un feu.

Quel est l'état de vos travaux?

En matière de recherche scientifique, la temporalité est plus longue, et la problématique des feux est l'un des cas les plus complexes qui existent en physique, parce que plusieurs processus s'imbriquent. Notre équipe travaille depuis une quinzaine d'années, et nous en sommes aujourd'hui à un stade qui nous permet de faire du transfert de technologie, de mettre notre recherche au profit des opérationnels. Par exemple, le logiciel que nous avons développé qui couple le modèle de propagation à un modèle de distance de sécurité va dans



ce sens. Ce qui nous manque, ce sont des tests vraiment sérieux qui nous permettraient de mieux connaître l'efficacité d'un tel outil et ses limites. C'est l'objectif, nous travaillons dans ce sens.

"Sur les crédits européens, nous avons été privilégiés. Nous ne le sommes plus"

Quand vous évoquez, dans un texte récent, la décision de l'ancienne majorité territoriale de retirer la problématique risque des incendies des axes prioritaires, vous craignez pour l'avenir de cette recherche?

Il ne s'agit pas d'un regard critique, seulement d'un état des lieux que l'on peut d'ailleurs comprendre. C'est un peu l'Europe qui veut ça, sachant que ses crédits, qui constituaient l'essentiel de nos ressources financières, sont souvent ventilés sur des problématiques décidées par les assurances. Après avoir été très richement dotée, la thématique

incendie a vu ses crédits européens orientés ailleurs, notamment sur la question des inondations. Reste à savoir si le pouvoir politique en Corse considère que le feu demeure une problématique majeure.

Quoi qu'il en soit, je suis persuadé, mais ça n'engage que moi, que si nous n'avons pas de moyens, nous continuerons à nous faire plaisir en tant que scientifique, à publier, à conforter notre reconnaissance qui est déjà considérable au plan international, sans pour autant être armé pour le transfert technologique que le terrain est en droit d'attendre. Si en Corse, cet axe reste en revanche prioritaire, le pouvoir public ne pourra faire l'économie de mettre en place des dispositifs pour nous aider, même sans la manne financière européenne.

À mon sens, une véritable stratégie d'innovation régionale est impérieuse. Si une volonté politique existe, je pense que nous sommes en capacité de passer à autre chose aujourd'hui.

PROPOS RECUEILLIS PAR NOËL KRUSLIN

Feux de la Saint-Jean et feux d'artifice refusés

On ne cesse de répéter que la moindre étincelle pourrait être dommageable.

Aussi, toutes les précautions sont prises. En plus de la prévention et de la verbalisation, un autre signe de la vigilance de la préfecture : les demandes de dérogation déposées par les municipalités désireuses d'allumer un feu pour la fête de la Saint-Jean, samedi soir, ont été rejetées.

Hier, le préfet a même écrit aux maires du département pour leur faire savoir que "si la situation n'évolue pas de manière favorable", le même refus leur sera opposé à propos des feux d'artifice du 14 juillet et du 15 août.

L'interdiction pourrait épargner les villes et villages qui tirent leurs feux d'artifice en mer, voire en bord de mer.

P. N.

De 2003 à 2017 en passant par 2009, les comparaisons font craindre le pire

En 2003, 27 355 hectares sont partis en cendres dans toute la France. La Corse y a laissé de sa terre.

En 2009, près de 6000 hectares ont à nouveau été détruits dans l'île.

Depuis 1975, 1,1 million d'hectares ont brûlé en France dont un tiers en Corse.

Une île que Michel Costa, chef du service prévention incendie du CD2A, qualifie "d'explosive". Contrairement à ce que l'on pense "chaque année, c'est une constante, le risque est plus grand".

Aussi s'il fallait faire une comparaison avec l'année 2003, qui a été particulièrement virulente en termes d'in-

cendies, il y a de quoi s'alarmer. "Aujourd'hui, la situation est plus grave qu'à cette époque-là, livre sans ambages le chef de service. Ce qui ne veut pas dire qu'il y aura forcément des feux. Ce sont des choses imprévisibles. Nous pouvons seulement évaluer les risques. Et ils sont élevés"

Mais l'expérience trompe peu et les habitués se préparent au mieux à la saison.

"En trente-neuf années de service, donc de saisons feux de forêt, je ne me suis jamais inquiété. Cette fois, je suis inquiet à cause de ces conditions", confie un pompier.

Tous rappellent que ce qui est impor-

tant ce sont les moyens et la prévention. De ce côté, on ne lésine pas selon tous les interlocuteurs.

Pour autant, on parle de "chance", on veut "croiser les doigts" et on s'en remet à la nature.

"D'ici la mi-juillet, nous aurons un hélicoptère que nous utilisons généralement pour les orages de type sec. Soit, la foudre qui s'abat en pleine montagne mais qui ne s'accompagne pas pluie", explique Bruno Maestracci.

Aussi, afin d'éviter les situations de 2003 et 2009, il espère des orages, accompagnés de pluie cette fois, entre la mi-juillet et la mi-août.

J.-F. C